

Les incontrôlés

Agustín Guillamón

Mars 2018

L'été et l'automne 1936

Après les journées révolutionnaires des 19 et 20 juillet 1936 les instances supérieures de la CNT et de la FAI ont tenté de rétablir l'ordre public, c'est-à-dire la loi et l'ordre républicains dans les rues de Barcelone, en réprimant la délinquance et en poursuivant les fascistes embusqués, mais aussi en contenant la violence révolutionnaire des comités de quartiers et des syndicats.

Le voile qui dissimulait l'affrontement entre les instances supérieures et les révolutionnaires expropriateurs avait pour propos affiché d'en finir avec les sympathisants fascistes, le clergé et une criminalité arbitraire et opportuniste, qui existait réellement, et qui de toute évidence, était un grave problème. La constante présence de franc-tireurs de la droite : requetès, phalangistes, milices bourgeoises, hommes de main du Lliure (NDT : syndicat « indépendant » patronal), dura plus d'une semaine, provoquant de nombreuses morts parmi les passants.

Toutes les organisations antifascistes, y compris le gouvernement de la Généralité et les instances supérieures de la CNT confondaient et mélangeaient astucieusement la délinquance et la violence révolutionnaire des comités de quartier et des syndicats. Ceux-ci confisquaient, collectivisaient ou contrôlaient les usines, les ateliers et les terres de culture, exécutaient les fascistes, les hommes de main, de droite, les militaires et les curés ; ils confisquaient les villas, les voitures, les appartements de luxe, les casernes, les églises, les couvents, les hôpitaux, les hospices, les industries, les entreprises, les propriétés abandonnées par les fugitifs factieux, etc.

Le processus révolutionnaire, pour beaucoup, était allé trop loin. Le premier pas pour le contrôler consistait à le contenir pour qu'il n'aille pas plus loin. Après arriverait l'heure de reconquérir le terrain perdu. C'est pour cela qu'était apparu le nouveau concept « d'ordre révolutionnaire », qui ne signifiait rien d'autre que d'empêcher d'approfondir la révolution et de considérer « les conquêtes révolutionnaire » de juillet 1936 comme un nouvel ordre, maintenant achevé, qu'il était nécessaire de défendre face aux incontrôlés/révolutionnaires et au désordre et à la délinquance arbitraire, contre la bourgeoisie expropriée et face au fascisme. Les meilleurs militants anarchosindicalistes avaient quitté Barcelone, enrôlés dans des milices antifascistes, qui formaient le front d'Aragon contre le fascisme et aux militaires insurgés contre leur propre peuple. Pendant ce temps, les gardes d'assaut et les gardes civiles étaient hors de danger installés commodément dans leurs casernes. Ces corps répressifs et anti-ouvriers n'avaient pas été dissous, attendant de se constituer en bras armé de la contre-révolution.

Le succès du terme « incontrôlé » provenait justement de cette ambiguïté, qui donnait et mélangeait deux significations différentes : criminelle et révolutionnaire, de manière assez discrète et masquée pour être ainsi acceptée par les comités de

quartier, locaux ou syndicaux eux-mêmes, contre qui il était dirigé ; et de façon assez claire et précise comme pour être saisi par les instances supérieures, les partis bourgeois, le stalinisme et le Govern (NDT : exécutif catalan) contre les révolutionnaires, devenus par le qualificatif infamant « d'incontrôlés » tête de turc, objectif de toutes les flèches et objectif prioritaire à abattre.

La nécessaire et inévitable répression de la criminalité chaotique et opportuniste se convertissait en une excellente excuse pour freiner et contrôler au passage les révolutionnaires expropriateurs.

De cette façon se décantait et se démasquait aussi l'authentique nature du Comité Central des Milices Antifascistes (CCMA) comme organisme de collaboration de classes qui assumait le programme antifasciste, renonçait à la révolution sociale et préparait la participation des anarchosyndicalistes à un gouvernement de front populaire. Le CCMA n'était pas un gouvernement révolutionnaire, mais le premier maillon de la formation d'un nouveau gouvernement de la Généralité, auquel participeraient toutes les organisations syndicales et politiques, ouvrières et bourgeoises, en plus des représentants du gouvernement, avec l'objectif final, conscient ou non, de restaurer tous les pouvoirs et toutes les structures de l'Etat bourgeois.

Chaque moment historique établissait l'organe adéquat pour contrôler et canaliser la « révolution de juillet » et préparer, dans le futur la reconstruction de l'Etat. La même chose se produisait avec les Patrouilles de Contrôle. Les « vraies » forces de l'Ordre Public, la Garde Civile et la Garde d'Assaut une fois encasernées une police « révolutionnaire » était nécessaire pour protéger ce nouvel ordre « révolutionnaire », capable de réprimer la délinquance, mais aussi de « contenir » les comités de quartier et les comités syndicaux , avec toutes les contradictions possibles, résultats de cette situation instable des instances supérieures, de dirigeants d'une organisation d'idéologie antiétatique qui participaient aux tâches gouvernementales et de reconstruction de l'Etat capitaliste.

Les mouvements révolutionnaires, au cours de l'histoire, n'ont jamais été purs et parfaits, mais hétérogènes et contradictoires, ingénus et éclairés, agaçants et aveugles, surprenants et prévisibles, tout ceci en même temps. Neuf semaines après sa création, le CCMA était dissous le 1^o octobre 1936, encore que la CNT avait donné son accord, bien avant, dans une réunion plénière le 17 août 1936.

Fin octobre le bilan du CCMA était terrible : On mettait fin aux expropriations ouvrières spontanées et méthodiques d'usines et de propriétés de la bourgeoisie qui furent contrôlées et déformées par un décret de collectivisation et de contrôle ouvrier, dont les dispositions et développement furent mis en œuvre par Taradellas, moyennant 58 décrets financiers et fiscaux...

Le discours de Durruti. 4 novembre 1936

Le 4 novembre 1936 Durruti fit à la radio de la CNT-FAI un discours qui fit grande impression.

Ce même jour la presse confirmait la prise de possession de la charge de ministres de quatre anarchistes dans le gouvernement de Madrid : Federica Montseny, Juan Garcia Oliver, Joan López et Joan Peiró.

La colonne Durruti n'avait pas réussi à prendre Saragosse. Les difficultés d'approvisionnement en armes étaient les principales difficultés du front. Le 24

octobre la Généralité avait approuvé le Décret de militarisation des Milices, qui mettait en vigueur l'ancien code de justice militaire, à partir du 1^o novembre.

La colonne Durruti refusait la nécessité d'une discipline de caserne à laquelle s'opposait la supériorité de la discipline révolutionnaire : « Miliciens oui ; soldats jamais ». Durruti en tant que délégué de la Colonne voulait se faire l'écho de l'indignation et de la protestation des miliciens du front d'Aragon face au cours clairement contrerévolutionnaire qui ouvrait le chemin à l'arrière-garde.

Durruti disait : « Si cette militarisation décrétée par la Généralité est destinée à nous faire peur et à nous imposer une discipline de fer ils se sont trompés. Vous vous trompez Conseillers, avec le décret de militarisation des milices. Puisque que vous parlez de discipline de fer, je vous dis de venir avec moi en première ligne. C'est là que nous sommes nous qui n'acceptons aucune discipline, parce que nous sommes conscients d'accomplir notre devoir. Et vous verrez notre ordre et notre organisation. Ensuite nous viendrons à Barcelone et nous vous interrogerons interrogerons à propos de votre discipline, de votre ordre, de votre contrôle, dont vous êtes dépourvus.

Plusieurs heures après avoir écouté Durruti on continuait à commenter ce qu'il avait dit avec son habituelle énergie et sa franchise. Ses paroles résonnèrent avec force et émotion dans la nuit barcelonaise, incarnant l'authentique pensée de la classe travailleuse. Cela avait été un cri d'alarme qui rappelait aux travailleurs leur condition de militants révolutionnaires. Durruti ne reconnaissait aucun dieu parmi ses semblables, ni que la classe ouvrière ne se reconnaissait en lui-même. Il présumait que les miliciens qui s'affrontaient au fascisme sur les champs de bataille n'étaient pas disposés à ce que quiconque les dépouille de leur contenu révolutionnaire et émancipateur : ils ne luttaient pas pour la République ou la démocratie bourgeoise, mais pour le triomphe de la révolution sociale et l'émancipation du prolétariat.

Dans tout le discours il n'y avait aucune phrase démagogique ou rhétorique. C'étaient des coups de clairon pour ceux d'en haut et pour ceux d'en bas. Pour les ouvriers et pour les chefs de la CNT installés dans des centaines de postes de responsabilité, pour les citoyens dans la rue, et pour les conseillers de la Généralité ou les tout nouveaux ministres anarchistes. Une critique contre les dérives bureaucratiques de la situation révolutionnaire créée le 19 juillet, et une condamnation de la politique du gouvernement, avec ou sans confédéral à la tête de cette confusion.

A l'arrière-garde on confondait lamentablement le devoir et la charité, l'administration et le commandement, la fonction et la bureaucratie, la responsabilité et la discipline, l'accord et le décret et l'exemple avec j'ordonne et je commande. Les menaces de « descendre à Barcelone » ravivèrent la terreur des représentants politiques de la bourgeoisie, encore qu'il fut déjà trop tard pour corriger l'inexcusable et ingénue erreur de juillet, quand fut ajournée la révolution au nom de « après la prise de Saragosse », en raison d'insuffisance théoriques et de défaut de perspectives du mouvement libertaire.

Mais on ne menace pas le pouvoir en vain : ces paroles, destinées à ses frères de classe, avaient tout d'un testament révolutionnaire. Testament, et non proclamation, parce que celui - ci était une mort annoncée, que la sacralisation posthume convertit en une énigme.

La conséquence immédiate du discours radiophonique fut la convocation par Companys le lendemain, le 5 novembre à onze heures du soir, d'une réunion

extraordinaire au Palais de la Généralité de tous ses conseillers et des représentants de toutes les organisations politiques et syndicales, pour traiter de la résistance croissante à l'exécution du décret de militarisation des milices, ainsi qu'à la dissolution des comités révolutionnaires et leur substitution par des mairies front – populistes. Durruti était la cause et le réveil du débat, bien que tous évitèrent de prononcer son nom.

Companys exposa la nécessité d'en finir avec « les incontrôlés » qui en marge de toute organisation politique et syndicale « se débarrassent de tout et nous mettent tous dans l'embarras ». Comorera (PSUC) affirma que l'UGT allait expulser de ses rangs ceux qui ne respecteraient pas les décrets, et invita les autres organisations à en faire de même. Marianet, secrétaire de la CNT, après s'être glorifié du sacrifice des anarchistes à leur renoncement à leur propres principes idéologiques, s'inquiéta du manque de tact dans l'application immédiate du Code de Justice Militaire, et assura que suite au décret de dissolution des comités, et grâce à l'effort de la CNT il y avait de moins en moins d'incontrôlés et qu'il s'agissait non pas tant de groupes à expulser que de résistances à vaincre, sans provoquer de rébellion et d'individus à convaincre.

Nin (POUM), Herrera (FAI) et Fàbregas (CNT) louèrent les efforts réalisés par toutes les organisations pour normaliser la situation postérieure au 19 juillet et renforcer le pouvoir de l'actuel Conseil de la Généralité. Nin intervint dans le conflit entre Santino, conseiller à la Défense et Marianet sur les causes de la résistance au Décret de militarisation, en disant que « dans le fond ils étaient tous d'accord » et qu'il existait une certaine peur parmi les masses « de perdre ce qu'elles avaient gagné » mais que la classe ouvrière était d'accord pour former une véritable armée ».

Nin voyait la solution du conflit actuel dans la création d'un commissariat à la guerre où serait représenté toutes les organisations politiques et syndicales. Comorera, beaucoup plus intransigeant que Companys et Tarradellas, affirma que le problème fondamental se situait dans le manque d'autorité de la Généralité : « non seulement sur la question de la militarisation et de la direction de la guerre ou du commandement unique, mais aussi à propos de la dissolution des comités et de la formation de municipalités ou en ce qui concerne la collecte d'armes pour l'arrière – garde, ou la mobilisation pour laquelle il prévoyait un échec. Manque d'autorité que Comorera étendait d'abord et avant tout aux collectivisations « qui continuent de se faire en toute fantaisie sans se soumettre au Décret qui les régissent ». Companys accepta la possibilité de modifier le Code Militaire et la création d'un commissariat à la guerre. Comorera et Andreu (ERC) insistèrent pour faire adopter et faire appliquer les décrets.

La réunion se conclut par un appel unitaire au peuple catalan au respect discipliné de tous les décrets de la Généralité, et par l'engagement de toutes les organisations à exprimer leur soutien dans la presse à toutes les décisions gouvernementales. Personne ne s'opposa à la militarisation : le seul problème pour les politiques et les bureaucrates était de se faire obéir.

Le 6 novembre le Conseil des Ministres de la République décidait, à une unanimité qui incluait le vote des quatre ministres anarchistes, la fuite du gouvernement de Madrid assiégé par les troupes fascistes. Le mépris de la Fédération Locale de la CNT à Madrid se refléta dans un splendide manifeste public qui déclarait : « Madrid, libre de ministres, sera la tombe du fascisme. En avant miliciens ! Vive Madrid sans gouvernement ! Vive la révolution sociale ! »

Le 15 une partie de la colonne Durruti combattait déjà à Madrid, sous le commandement d'un Durruti qui avait résisté au départ de l'Aragon, convaincu finalement par Marianet et Federica.

Le 19 novembre une balle perdue, ou non, le blessa sur le front de Madrid où il mourut le lendemain.

Le dimanche 22 novembre, à Barcelone un innombrable, interminable, chaotique et désorganisé cortège funèbre avançait lentement, tandis que deux fanfares qui ne parvenaient pas à jouer à l'unisson contribuaient à augmenter la confusion. La cavalerie et les troupes motorisées qui devaient ouvrir le défilé étaient bloquées par la multitude. Les voitures qui portaient les couronnes faisaient marche arrière. Chacun des membres de l'escorte de cavalerie essayait d'avancer pour son propre compte.

Les musiciens qui s'étaient dispersés essayaient de se regrouper au sein d'une masse confuse qui portait des pancartes antifascistes où ondoyaient des drapeaux rouges, rouge et noir et de drapeaux rayés des quatre barres. Le cortège funèbre était présidé par de nombreux politiques et bureaucrates, parmi lesquels se distinguaient Companys, président de la Généralité, Antonov-Ovseenko, consul soviétique et Juan García Oliver, ministre anarchiste de la République, qui prirent la parole devant le monument à Colomb pour faire étalage de leurs dons oratoires devant la multitude.

Joan García Oliver anticipa les mêmes arguments de sincère amitié et de confraternité entre antifascistes qu'il utilisera en mai 1937 pour aider à démanteler les barricades de l'insurrection ouvrière contre le stalinisme.

Le consul soviétique s'engagea dans la manipulation idéologique de Durruti en faisant le champion de la discipline militaire et du commandement unique.

Companys joua à l'insulte la plus vile en disant que Durruti « était mort d'un tir dans le dos comme meurt les lâches... ou comme meurent ceux qui sont assassinés par les lâches ». Les trois se retrouvèrent dans l'exaltation par-dessus tout de l'unité antifasciste. L'estrade funèbre de Durruti était déjà la tribune de la contrerévolution.

Trois orateurs, éminents représentants du gouvernement bourgeois, du stalinisme et de la bureaucratie de la CNT, se disputaient la popularité du dangereux incontrôlé d'hier et du héros embaumé du jour. Quand le cercueil, huit heures après le début du spectacle, maintenant sans le cortège officiel, mais accompagné par une multitude de badauds arriva au cimetière de Montjuic, il ne put pas être enterré avant le lendemain parce que des centaines de couronnes obstruaient le passage, la fosse était trop petite et une pluie torrentielle empêchait de l'élargir.

Peut-être ne saurons-nous jamais comment Durruti est mort, puisqu'il y a sept ou huit versions différentes et contradictoires, mais il est plus intéressant de se demander pourquoi il est mort quinze jours après avoir parlé à la radio. L'allocution radiophonique de Durruti fut perçue comme une périlleuse menace, qui trouva une réponse immédiate lors de la réunion extraordinaire du Conseil de la Généralité et surtout dans la brutalité de l'intervention de Comorera, à peine modérée par les dirigeants de la CNT et du POUM, qui au bout du compte prêtèrent serment en commun de respecter et de faire appliquer les décrets. L'union sacrée antifasciste entre bureaucrates ouvriers, staliniens et politiciens bourgeois ne pouvait tolérer des incontrôlés de l'envergure de Durruti : d'où l'urgence et la nécessité de sa mort. En s'opposant à la militarisation des milices, Durruti personnifiait l'opposition et la résistance révolutionnaire à la dissolution des comités, à la direction de la guerre

par la bourgeoisie et au contrôle de l'Etat des entreprises expropriées en juillet. Durruti est mort parce qu'il s'était converti en un dangereux obstacle à la contrerévolution en marche : il était un incontrôlé.

Le défaitisme révolutionnaire des Amis de Durruti (février 1937)

Le rejet de la militarisation des Milices Populaires créa un grand malaise dans plusieurs unités de miliciens libertaires, qui se concrétisa dans l'assemblée plénière des colonnes confédérales et anarchistes réunie à Valence du 5 au 8 février 1937.

Pablo Ruiz y assista comme délégué des miliciens de la colonne Durruti du secteur de Gelsa, réticents quant à la militarisation, et les frères Pellicer comme représentants des miliciens de la Colonne de Ferro. Dans le quatrième groupement de la colonne Durruti, le secteur de Gelsa, ils arrivèrent à une position de désobéissance défiant les ordres reçus des comités régionaux de la CNT et de la FAI pour qu'ils acceptent la militarisation. L'hostilité entre les miliciens de la colonne Durruti qui acceptaient la militarisation et ceux qui la rejetaient, créa de sérieux problèmes, qui furent sur le point de provoquer un affrontement armé, canalisé moyennant la création d'une commission de la colonne présidée par Manzana qui soumit le problème au Comité Régional. Le résultat de ces discussions fut de donner à choisir à tous les miliciens, au terme de 15 jours, entre deux alternatives : l'acceptation de la militarisation imposée par le gouvernement républicain, ou l'abandon du front.

Pablo Ruz, délégué du quatrième groupement de la colonne Durruti de Gelsa prit la tête de 800 miliciens qui décidèrent, malgré toutes les pressions, d'abandonner le front, en conservant leurs armes, pour descendre à Barcelone et fonder une organisation révolutionnaire qui s'oppose au constant abandon des principes anarchistes et à la contrerévolution en marche. Ces miliciens furent à l'origine de la fondation de l'Association des Amis de Durruti. En mai 1937 ils avaient diffusé cinq mille cartes d'adhésion et comptaient quatre cents d'entre eux, armés, luttant sur les barricades.

L'Association des Amis de Durruti avait été fondée formellement le 17 mars 1937 encore que ses origines remontaient à octobre 1936. L'association était constituée de la confluence de deux courants principaux : l'opposition des miliciens anarchistes de la colonne Durruti à la militarisation des Milices Populaires, et l'opposition de ceux opposés au gouvernementalisme, qui trouvait sa meilleure expression dans les articles de Jaume Balius (mais pas seulement de Balius) dans Solidaridad Obrera, de juillet jusqu'en novembre 1936, dans Ideas , de décembre 1936 jusqu'à avril 1937, et dans La Nuit, de mars à mai 1937. Les deux courants, le « milicien » de rejet de la militarisation des Milices Populaires, représenté par Pablo Ruiz, et la « journalistique » de critique du collaborationnisme gouvernemental de la CNT-FAI, conduite par Jaume Balius, s'opposaient à l'idéologie circonstancielle et collaborationniste confédérale (qui servait d'alibi à l'abandon des principes caractérisant fondamentalement l'anarchisme) incarné avec diverses nuances, par Federica Montseny, Joan Garcia Oliver, « Diego Abad de Santillán » ou Joan Peiró, entre autres.

Les Amis de Durruti posèrent en pratique un des plus remarquables épisodes de défaitisme révolutionnaire de l'histoire du mouvement ouvrier révolutionnaire : 800 miliciens abandonnèrent le front d'Aragon les armes à la main, pour descendre à Barcelone avec l'objectif de combattre pour la révolution, fondant les Amis de

Durruti, qui en mai 1937 vont essayer d'impulser une orientation révolutionnaire à l'insurrection ouvrière contre le stalinisme et le gouvernement bourgeois de la Généralité.

Les sanglantes journées du 3 au 7 mai 1937

Lors de l'assemblée de la Fédération locale des groupes anarchistes du 12 avril 1937, radicalisée par l'invitation des Joventuts Llibertàries (Jeunesses Libertaires) et des délégués des comités de défense, fut exigé le retrait de tous les militants de la CNT de toute charge municipale ou gouvernementale et fut créé un comité insurrectionnel.

Dans cette radicalisation jouèrent un rôle important Julián Merino, Pablo Ruiz et Juan Santana Calero. A la mi-avril 1937 Manuel Escorza del Val négocia directement avec Companys une issue à la crise du gouvernement de la Généralité, débutée aux premiers jours de mars 1937, avec les décrets de création du Corps Unique de Sécurité et de dissolution des patrouilles de Contrôle.

Taradellas fut écarté par Companys de ces négociations, parce qu'il considérait que celui-ci était trop condescendant à l'égard de la CNT. Companys cherchait un rapprochement du PSUC et du gouvernement de la Généralité, et un éloignement, ou jusqu'à une définitive exclusion de la CNT. De cette façon il pensait parvenir à un gouvernement fort de la Généralité. Après de dures négociations, non exemptes de violents affrontements et de menaces, on arriva à un accord à minima de gouvernement qui prévoyait l'entrée d'Aurelio Fernández comme conseiller.

L'assassinat d'Antonio Martin à Bellver de Cerdanya, le 27 avril 1937, rompit le fragile équilibre provisoire conclut lors des discussions des 9-11 avril et dans l'accord personnel Companys/Escorza du 15 avril. Manuel Escorza informa les comités de défense de l'information qu'il possédait sur un prévisible et prochain coup ou action violente des forces d'ordre public de la Généralité qui serait soutenu par le PSUC et l'ERC.

Les événements de Bellver du 27 avril et l'assassinat d'Antonio Martin avaient été le premier acte de ce coup de force qui se préparait à Barcelone.

Escorza alluma la mèche qui déclencha l'insurrection, en mettant les comités de défense en état d'alarme. Les constants affrontements, les désarmements réciproques et les escarmouches habituelles entre les Patrouilles de contrôle et les gardes d'assaut ne faisaient qu'annoncer le choc définitif.

Les instances supérieures des Comités (Dionís Eroles et Josep Asens) intervinrent dès les premiers instants de l'occupation de Telefonica avec l'objectif d'éviter l'éclatement de l'insurrection, et une fois celle-ci déclenchée, avec l'intention de la contrôler et d'y mettre fin ; mais ils furent débordés par les comités de défense et très vite se virent totalement dépassés.

La réunion du CR du 4 mai 1937 fut convoquée à la demande de Julián Merino qui s'exprima comme promoteur (militaire) de l'insurrection en cours, demandant au CR qu'il la dirige, par un comité révolutionnaire (secret) de la CNT catalane et de deux commissions : celle du Centre et celle de Paral.lel – Plaça d'Espanya.

Lucio Ruano eut un rôle très actif dans la libération de l'édifice de la Maison de la CNT-FAI au moyen de bombes à main contre les forces qui entouraient l'édifice, ainsi que dans le contrôle des canons de Montjuïc qui dès lors furent pointés sur le Palais de la Généralité. La Commission du Paral.lel – Plaça d'Espanya dirigea la lutte sur cette avenue et sur la place d'Espagne, prenant d'assaut la caserne Casarramona

de la garde civile et celle des gardes d'assaut sur la place d'Espagne, faisant prisonniers un total de quelques 600 gardes (d'assaut et garde civile) qui seront détenus dans les dépendances de l'Hôtel numéro 1 et de l'Espagne Industrielle.

La Commission du Centre opéra aux côtés des Amis de Durruti (Pablo Ruiz et Jaume Balius) occupant toute la rue de l'Hôpital depuis les Ramblas, où se trouvait le siège des Amis de Durruti jusqu'à l'immeuble des Ecoles religieuses (Escolapis), où le Comité de Défense (et de Poble Sec) avait son siège ainsi que de nombreux groupes anarchistes. De l'autre côté de la Rambla ils occupaient le début de la rue Fiveller (aujourd'hui Ferran) et la place Macià (aujourd'hui place Royale) et au-delà des Escolapis établissaient le contact avec Màxim Franco à la Brexta de Sant Pau, lequel avec une quarantaine de miliciens (déserteurs révolutionnaires de la Rouge et Noire) avaient dressé des barricades dans cette zone du Paral.lel

Le CR nomma une délégation pour parlementer au Palais de la Généralité, à laquelle participait Santillán, qui avait donné l'ordre aux artilleurs de Montjuïc (Lucio Ruano) de tirer sur l'édifice s'ils ne recevaient pas chaque demi-heure son message téléphonique.

Les principaux orateurs anarcho-syndicalistes, les ministres Joan García Oliver et Federica Montseny vinrent de Valence pour lancer à la radio leurs discours conciliateurs. Ils furent les « pompiers » qui éteignirent le feu. Xena, Jover et Manzana organisèrent la défense militaire de l'immeuble de la maison de la CNT-FAI. L'occupation de la Maison du Médecin située face à la Maison de la CNT-FAI, de l'autre côté de l'Avenue Durruti, par des miliciens étrangers de diverses nationalités (surtout italienne et française), obéissait à cette stratégie défensive et à la nécessité de rompre l'encerclement. L'abandon des barricades le 7 mai confirma l'échec politique : la menace de la répression obligea à effacer les empreintes, à cacher les responsabilités et à dissimuler certains rôles. Et ceci affecta la rédaction des comptes-rendus des réunions confédérales.

L'été 1937

Le mercredi 16 juin 1937, des policiers arrivés à Barcelone depuis Madrid arrêtaient le Comité Central du POUM, parti déclaré illégal le jour même sous la fantastique accusation de faire partie d'un réseau d'espionnage fasciste. La chasse aux incontrôlés commençait, c'est-à-dire, la chasse à ceux non contrôlés ni par le gouvernement ni par les staliniens. Une brutale répression commençait contre le POUM et les secteurs révolutionnaires de la CNT, qui de plus diabolisait et diffamait le caractère et la nature des incontrôlés/révolutionnaires. C'était la première fois dans l'histoire que s'organisait une campagne de tromperies, infamies et calomnies comme substitut à la réalité sociale et historique. Répression et acharnement, sans limites, à l'encontre des vaincus de mai. Les militants du POUM étaient accusés d'être trotskistes/fascistes, les hauts responsables de la CNT de l'ordre public, ou de l'ancien Bureau Juridique, étaient outragés déconsidérés et caricaturés jusqu'à l'absurde, les convertissant en monstrueux assassins et avides voleurs, les isolant du contexte historique, social et révolutionnaire dans lequel ils avaient surgis.

Ceux qui maintenant étaient réprimés n'étaient plus les membres de la cinquième colonne et les ennemis embusqués à l'arrière garde, dans une situation de guerre civile, provoquée par le soulèvement de militaires, de curés et de fascistes contre un gouvernement démocratique et légitime. Ils se convertissaient en angelots saints et innocents injustement agressés. On faisait abstraction du coup d'état et de

la guerre en cours d'un peuple contre l'armée professionnelle, l'Eglise et la bourgeoisie. C'était une extravagante, grotesque et curieuse manœuvre, mais très effective, qui masquait le rôle des staliniens et des républicains dans les mêmes tâches répressives que les anarchistes. De manière absurde et arbitrairement ils concentraient et personnalisait toutes les « atrocités », actions répressives et décisions « de gouvernement et d'ordre public » prises durant la période révolutionnaire à Barcelone dans quelques noms stigmatisés et diabolisés : Manuel Escorza, Dionisi Eroles, Aurelio Fernández, Josep Asens, Eduardo Barriobero, Justo Bueno, Antonio Ordaz.

Dans le même temps, dans chaque localité émergeait le nom de l'incontrôlé/révolutionnaire de référence : Antonio Martín, « le boiteux de Màlaga », à Puigcerdà, Lino et « ses marmots » à Sabadell, Pedro Alcocer et « ses jeunes » à Terrassa, Aubi « le gros » à Badalone, Marin à Molins, Pascual Fresquet et son autobus de la mort à Falset, et un long etcètera dans toute la Catalogne.

L'opération de persécution, de déshonneur, d'élimination, de distorsion de criminalisation de certains des responsables de la CNT, complète et gratuitement dégradante, basse, abstraite, idéologique et irrationnelle masqua la situation révolutionnaire, déclenchée en juillet 1936 par le triomphe sur le coup miltaro-fasciste et le vide du pouvoir qui en résulta, comme une épidémie de monstrueux assassins en série , vampires avides de sang et voleurs impénitents, tous exclusivement anarchistes, provoquée par un étrange virus : la légalité républicaine et la sélective répression gouvernementale et stalinienne. Ce qui est curieux et grave c'est que cette campagne publicitaire et cette chaîne d'infamies pénétra si profondément qu'elle en vint à se substituer à la réalité même, et elle imprègne encore aujourd'hui le récits historiques académiques comme un dogme indiscutable. Ce n'est pas pour rien qu'Orwell tira les caractéristiques essentielles du Grand Frère de ses souvenirs barcelonais.

Brochure d'Agustín Guillamón

Traduction d'Eric Sionneau

**Alejandría proletaria. Biblioteca general de pensamiento
revolucionario**

Serie: Obras, textos y artículos de Agustín Guillamón



germinal_1917@yahoo.es